

RESUME

Comme toute organisation, une association peut connaître des difficultés au cours de son existence. Il peut s'agir de difficultés d'administration ou de difficultés financières. Des procédures existent pour tenter de redresser la situation. Si cela ne suffit pas, il faudra procéder à la dissolution de l'association.

Cette dissolution peut avoir lieu pour des motifs internes à l'association comme une décision prise par ses adhérents. Elle peut également découler d'un motif externe à l'association, comme une interdiction prononcée par le juge. Dans tous les cas, la dissolution donne lieu à la liquidation de l'association. Le boni de liquidation sera reversé à un autre organisme à but non lucratif.

Pour finir, l'association peut également disparaître suite à une transformation en société ou en GIE, ou suite à une fusion.

CORRIGES

EXERCICES

★ EXERCICE 1 Association ASMS ⌘ 20 minutes

1. L'opération envisagée est-elle possible ?

Principes juridiques

La fusion entre associations est tout à fait possible. Elle respecte le principe selon lequel l'actif d'une association ne peut être dévolu qu'à une structure sans but lucratif puisqu'il y aura transfert de l'actif d'une association vers une autre. Cette fusion n'est possible qu'entre associations ayant un objet et des valeurs communs ou complémentaires afin de permettre la poursuite de leurs activités. L'opération de fusion peut être une fusion-absorption par laquelle une association absorbe une autre association qui est dissoute ou une opération de fusion simple par laquelle deux associations se regroupent pour n'en former plus qu'une seule.

Application au cas

En l'espèce, il est envisagé la fusion de deux associations qui ont exactement le même objet mais qui sont situées dans des départements différents. Cette fusion-absorption est une opération tout à fait possible pour ces deux associations.

2. Quelles sont les étapes à respecter pour la mener à terme ?

Principes juridiques

Pour réaliser une opération de fusion entre deux associations, il faut respecter plusieurs étapes :

- négocier puis rédiger un projet de fusion précisant les modalités de la fusion : parties, conditions, date ;
- faire adopter le projet de fusion par les sociétaires des deux associations : décision prise en assemblée générale extraordinaire ;
- publier la décision prise en AGE au JAL ;
- procéder aux formalités de déclaration de la nouvelle association éventuellement créée en cas de fusion simple.

Application au cas

Pour réaliser cette fusion, il faudra respecter les étapes précitées. Les membres de l'ASMS devront donc donner leur accord pour que cette opération ait lieu selon les conditions fixées dans les statuts.

3. Quels seront les effets de cette opération sur les deux associations d'origine ?

Principes juridiques

L'opération de fusion simple a pour effet de faire disparaître les deux associations à l'origine de la fusion.

L'opération de fusion-absorption a pour effet de faire disparaître l'association absorbée au profit de l'absorbante.

Dans tous les cas, il y a transmission du patrimoine d'une ou de plusieurs associations vers le patrimoine d'une autre association.

Les membres de l'association absorbée deviennent membres de plein droit de l'association résultant de la fusion.

Application au cas

En l'espèce, il s'agit d'une fusion-absorption. L'association Les Papillons bleus va donc être dissoute. Son patrimoine sera transféré à l'association ASMS qui est l'absorbante. Les sociétaires de l'association Les Papillons bleus deviendront automatiquement membres de l'association ASMS.

4. Présentez une autre structure qui aurait pu être mise en place par ces deux associations pour collaborer.

Méthode

L'énoncé vous demande de « présenter » une structure. Il faut donc expliquer brièvement le fonctionnement de celle-ci, et non se contenter d'en citer le nom. En revanche, il ne vous est demandé de le faire que pour une seule structure au choix. Il faut donc présenter celle qui vous semble la plus pertinente au regard des faits donnés.

Principes juridiques

Les associations ont plusieurs structures à leur disposition pour collaborer autrement qu'en fusionnant.

Elles peuvent créer une union d'associations, qui est une association regroupant plusieurs associations en tant que sociétaires. L'union a pour avantage de bénéficier des règles applicables aux associations tout en permettant à ses membres de garder leur indépendance, contrairement à l'opération de fusion.

La fédération permet également de regrouper des associations ayant des objets proches mais gardant leur indépendance. La collaboration est moins poussée que dans le cadre d'une union. La fédération peut permettre notamment d'avoir une représentation commune au plan national par exemple. Elle ne correspond pas aux attentes du cas donné car elle ne permet pas de mettre en commun tous les frais.

Remarque

Le collectif d'associations et la coordination d'actions ne sont pas des structures adaptées au cas donné. Il n'est pas nécessaire de les présenter ici.

Application au cas

L'union d'associations semble être la structure la mieux adaptée au cas donné. La rédaction de statuts est nécessaire pour créer cette union – comme elle le serait pour créer une association. Elle permettrait aux deux associations, l'ASMS et Les Papillons bleus, de garder leurs existences propres.

★★ EXERCICE 2 Association Sauvons les enfants ⌘ 30 minutes

1. Que pensez-vous de la légalité du droit d'entrée mis en place dans cette association ?

Méthode

Cette question nécessite des connaissances sur le fonctionnement d'une association concernant les notions de droit d'entrée et de modification des statuts. Il est également important d'envisager la dimension pénale des faits en cause en faisant appel aux connaissances des chapitres sur le droit pénal. Voir CHAPITRES 10 et 11

Il y a donc deux problèmes à traiter : les modalités de mises en place d'un droit d'entrée et l'utilisation de ce droit d'entrée par le dirigeant de l'association.

Principes juridiques

Pour adhérer à une association, les statuts prévoient le paiement d'une cotisation. Ils peuvent également prévoir le paiement d'un droit d'entrée payable une seule fois, par tout nouvel adhérent. S'il n'est pas prévu dans les statuts, ce droit d'entrée peut être prévu dans le règlement intérieur. Les statuts sont modifiables selon les modalités qu'ils prévoient ou par décision prise à la majorité des membres présents et représentés. Le règlement intérieur est modifiable par l'organe qui l'a mis en place ou selon des modalités fixées dans les statuts (assemblée générale, conseil d'administration ou bureau).

Les cotisations et les droits d'entrée sont les ressources de l'association lui permettant de financer ses actions.

Si le président de l'association utilise les biens de celle-ci pour un usage personnel et qui soit contraire à l'intérêt de l'association, alors il commet un délit d'abus de confiance sanctionné pénalement. Le fait de profiter des fruits d'un délit en connaissance de cause est constitutif d'un recel et sanctionnable également pénalement.

Comme pour toute infraction, pour qu'elle soit constituée, il faut un élément légal, un élément matériel et un élément intentionnel.

Application au cas

En l'espèce, le droit d'entrée n'est pas prévu dans les statuts ni dans le règlement intérieur mais est mis en place par le président de l'association. Il va donc devoir procéder à la modification de l'un de ces deux textes selon les modalités prévues dans les statuts. Il semble peu probable que les statuts (ou le règlement intérieur) aient prévu une modification unilatérale par le président. La mise en place de ce droit d'entrée est licite sur le fond mais ne l'est pas sur la forme (ou selon les modalités).

De plus, le fait d'utiliser ces fonds pour financer des voyages d'agrément est constitutif d'un délit d'abus de confiance dès lors que ces voyages n'ont pas d'intérêt pour l'association et permettent uniquement au président de partir en vacances. Sa femme, qui en profite, commet un recel de délit d'abus de confiance si elle a connaissance de l'origine des fonds servant à financer ces voyages.

2. Quelle sera l'issue du recours exercé pour dénoncer ce trafic d'enfants ?

Principes juridiques

L'objet illicite et contraire aux bonnes mœurs est un motif valable de dissolution judiciaire. Le procureur de la République est chargé d'introduire devant le juge pénal les demandes de sanctions en cas d'infraction. Il peut également faire une demande de dissolution devant le juge civil (TIG). Cette dissolution pourra également être prononcée par le juge pénal en cas d'infraction commise par l'association. Si elle est acceptée, la dissolution judiciaire a pour effets la perte immédiate de la qualité de membre et de dirigeant de cette association et l'interdiction de toute réunion.

Application au cas

En l'espèce, l'activité de trafic d'enfants est une activité illicite. Le procureur ou les parents sociétaires, en tant qu'intéressés, pourront demander au juge la dissolution de cette association.

3. Présentez les opérations réalisées suite à la dissolution de cette association.

Attention

Il ne faut pas se limiter à une présentation générale des opérations suivant une dissolution, il faut également apprécier la validité des opérations effectuées dans le cas donné.

Principes juridiques

En cas de dissolution d'une association, il faut procéder à sa liquidation, qui consiste à réaliser l'actif pour apurer le passif. Un liquidateur est nommé pour mener à bien ces différentes opérations de liquidation. À la clôture de la liquidation, il se peut qu'il reste un bénéfice. L'association ayant un but lucratif, ce boni de liquidation ne doit pas être partagé entre ses membres. Il peut uniquement être transmis à une autre structure ayant un but non lucratif (association ou fondation par exemple). La décision est prise par l'assemblée générale.

Il faut enfin procéder aux formalités de publicité par déclaration à la préfecture de cette dissolution.

Application au cas

Une fois la dissolution prononcée, il faudra réaliser la liquidation de cette association puis procéder aux formalités de publicité. Le boni de liquidation ne pourra pas être reversé, même en partie, aux sociétaires car ce versement est interdit par la loi. En revanche, il pourra être versé à la nouvelle association lors de sa création sous la forme d'un apport en numéraire.

4. Que pensez-vous de la validité de la création de cette nouvelle association ?

Attention

Cette question porte à la fois sur les conditions de fond de création d'une association, mais également sur les effets de la dissolution d'une association puisque la création de cette nouvelle association est liée à la disparition de la précédente.

Principes juridiques

La création d'une association doit respecter des conditions de validité telles qu'un nombre minimum de deux sociétaires, un consentement sans vice et une activité licite, conforme aux bonnes mœurs et non lucrative.

Pour que l'association créée ait la personnalité juridique, il faut qu'elle soit déclarée auprès de la préfecture.

Lors de la dissolution d'une association, cette dernière disparaît et perd tous ses droits patrimoniaux et extrapatrimoniaux. Cependant, si elle a été dissoute suite à une décision administrative, aucune association ne pourra reprendre son nom. En effet, cette reprise pourrait être assimilée à la réactivation de l'association dissoute et sanctionnée pénalement.

Application au cas

En l'espèce, la création d'une association ayant pour objet de s'occuper d'enfants orphelins nés en France est licite et sera possible sous réserve du respect de certaines formalités, dont la déclaration à la préfecture.

En revanche, elle ne pourra pas reprendre le nom Sauvons les enfants. En effet, le risque serait ici de permettre la poursuite de l'association dissoute par le juge et/ou de créer un risque de confusion à l'égard des tiers.